

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 Pontoise

Pontoise, le 2 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REFINAL INDUSTRIES (ex COREPA SNC)

Rue de Beaumont
95820 Bruyères-sur-Oise

Références : UD95 – 2024-522
Code AIOT : 0006509350

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2024 dans l'établissement REFINAL INDUSTRIES implanté Rue de Beaumont à Bruyères-sur-Oise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'incendie survenu au sein de l'unité COREPA de l'établissement REFINAL INDUSTRIES le 28 avril 2024, l'inspection du 3 juin 2024 a été réalisée afin d'obtenir le retour d'expérience de l'exploitant et de contrôler plusieurs prescriptions sur le thème de la détection et de la protection incendie. De plus, l'Inspection a également vérifié la situation administrative du site et contrôlé plusieurs prescriptions relatives à la prévention de la pollution de l'eau. Pour cette visite, l'Inspection s'est focalisée sur les unités COREPA et BHS du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REFINAL INDUSTRIES
- Rue de Beaumont, 95820 Bruyères-sur-Oise
- Code AIOT : 0006509350
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REFINAL INDUSTRIES, filiale à 100 % du groupe DERICHEBOURG, est une société spécialisée dans la récupération et le traitement des métaux non ferreux issus des activités de démolition et de broyage des véhicules hors d'usage (VHU), de déchets d'équipements électriques

et électroniques (DEEE) et de déchets métalliques divers (platinage). Le site de l'établissement d'une surface de 14 ha est situé sur les deux communes de BRUYERES-SUR-OISE et BERNES-SUR-OISE.

Les activités de l'établissement sont actuellement réglementées par un arrêté préfectoral du 12 juin 2020.

La société est autorisée à exploiter sur le site :

- au sein de l'unité «COREPA», des activités de recyclage de métaux non ferreux issus notamment des activités de démolition et de broyage de véhicules hors d'usage (VHU),
- au sein de l'unité «FRICOM», des activités de traitement de déchets de gros électroménagers froids (appareils de production de froid ménagers et professionnels mis au rebut, ...),
- au sein de l'unité «BHS», une ligne de tri de déchets de composants valorisables présents dans les résidus lourds issus du broyage de différents déchets métalliques et notamment de véhicules hors d'usage (VHU) dépollués.

L'arrêté préfectoral du 12 juin 2020 définit les conditions d'exploitation des installations du site. Cet arrêté est venu faire évoluer le précédent arrêté préfectoral du 15 octobre 2015, alors qu'une demande de modification était instruite avec une augmentation des capacités de traitement de l'unité FRICOM de 50 t/j à 62 t/j de gros électro-ménagers froids (GEM-F).

Le site de Bruyères-sur-Oise compte environ 80 salariés. Il fonctionne en 3/8 du lundi au samedi matin pour les unités COREPA et BHS et en 5/8 7 jours sur 7 pour l'unité FRICOM.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/06/2020, Article 7.2.4	Demande d'actions correctives	1 mois
4	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/06/2020, Article 7.4.3	Mise en demeure	2 mois
4	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/06/2020, Article 7.4.3	Demande d'actions correctives	2 mois
6	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/06/2020, Article 4.2.2	Demande d'actions correctives	1 mois
7	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/06/2020, Article 9.2.3	Demande d'actions correctives	1 mois
9	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/06/2020, Article 9.2.4	Demande d'actions correctives	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de demande d'actions correctives

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/06/2020, Article 1	Sans objet
2	Déclaration et rapport d'accidents	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/06/2020, Article 2.5.1	Sans objet
5	Détection incendie	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/06/2020, Article 7.3.4	Sans objet
8	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/06/2020, Article 4.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite portait essentiellement sur la stratégie de défense incendie et la prévention de la pollution de l'eau. L'inspection des installations classées a relevé 6 non-conformités au cours de cette visite, dont une qui fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au Préfet du Val d'Oise.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/06/2020, Article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature			
Prescription contrôlée : Le classement de l'installation exploitée par la société Refinal située sur le territoire de la commune de BRUYERES SUR OISE est actualisé. Les activités sont répertoriées sous les rubriques de la nomenclature des installations classées précisées ci-après :			
Rubrique	A,E,D , NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et volume autorisé
3532	A	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : Traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Unité COREPA : Broyeur : 300 t/j Unité FRICOM : Broyage de déchets de gros électro-ménagers dépollués : 100 t/j Unité ECOVAL : Broyage de déchets : 150 t/j => La quantité totale de traitement est de 550 t/j
2713.1*	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. 1. La surface étant supérieure ou égale à 1000 m ²	Unité COREPA : La surface occupée par les installations de transit, regroupement ou de tri de déchets de métaux non dangereux est de 54 050 m ² . Unité FRICOM : La surface susceptible d'être occupée par les déchets de métaux issus du démantèlement des déchets de gros électroménagers froids est de 100 m ² (surface d'un box de stockage). Unité ECOVAL : La surface occupée par les installations de transit, regroupement ou de tri de déchets de métaux non dangereux de la ligne de tri ECOVAL est de 10000 m ² . => La surface totale occupée par les activités de transit, regroupement et tri de déchets de métaux non dangereux est de 64 150 m².
2711-1*	E	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719	Unité FRICOM : 3000 m³ d'équipement en attente de dépollution stockés sur le site de l'unité (soit 219 t).

		1. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 1000 m ³	
2790.2*	A	Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	<u>Unité FRICOM :</u> Unité de traitement de déchets de gros électroménagers froids d'une capacité de traitement de 18 500 t/an, soit 62 t/j
2718.1*	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	<u>Unité FRICOM :</u> Les quantités de déchets dangereux issus du traitement des déchets de gros électroménagers froids susceptibles d'être stockées au sein de l'unité sont de : <ul style="list-style-type: none"> - 5 t de déchets de fluides frigorigènes, - 2 t de déchets d'huiles usagées, - 1 t de piles, batteries et accumulateurs, - 1 t de condensateurs. Total : 9 t
2791.1*	A	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. 1. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	<u>Unité COREPA :</u> La quantité maximale de déchets non dangereux traitée est de 1500 t/j et de 192 000 t/an : <ul style="list-style-type: none"> - capacité maximale du broyeur : 300 t/j - capacité maximale de la flottation : 700 t/j - capacité maximale du Spi (ligne d'aimantation et d'induction) : 500 t/j <u>Unité FRICOM :</u> La quantité maximale de déchets de gros électroménagers froids dépollués broyés est de 100 t/j . <u>Unité ECOVAL :</u> La quantité maximale de déchets non dangereux traités au niveau de la nouvelle ligne de tri ECOVAL est de 150 t/j . => La quantité totale de déchets non dangereux traités est de 1750 t/j.
2714.1*	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. 1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m ³	<u>Unité FRICOM :</u> Les volumes de déchets de matières plastiques et de polymères issus du traitement des déchets de gros électroménagers froids susceptibles d'être stockés sont de : <ul style="list-style-type: none"> - 300 m³ pour le stockage des matières plastiques, - 600 m³ pour le stockage des mousses de polyuréthane dépolluées. <u>Unité ECOVAL :</u> Les déchets de matières plastiques et de

			<p>polymères issus de la nouvelle ligne de tri ECOVAL susceptibles d'être stockés sont stockés dans deux box de capacité maximale de stockage de 134 m³ et de 102 m³.</p> <p>=> Le volume total de déchets de plastiques susceptibles d'être stockés est de 1136 m³.</p>
2915-2	D	<p>Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles</p> <p>2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l</p>	<p><u>Unité FRICOM :</u> Chauffage de l'huile à 140°C Point éclair du fluide caloporteur : 225 °C Quantité présente dans l'installation : 400 litres</p>
2930.1	NC	<p>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie</p> <p>1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur</p>	<p><u>Unité COREPA :</u> La surface de l'atelier est de 630 m².</p>
2920	NC	<p>Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques</p>	<p><u>Unité COREPA :</u> Activité de recyclage des métaux non ferreux : Puissance absorbée = 250 kW</p> <p><u>Unité FRICOM :</u> Activité de recyclage des GEM F et DEEE : 130 kW</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 compresseur associé à l'étape 1 de destruction de l'unité DEEE : 6 kW - 1 compresseur associé à l'étape 2 de destruction de l'unité DEEE (compression des gaz issus du circuit associé au traitement des effluents) - 3 compresseurs associés à l'étape 2 de destruction de l'unité DEEE (compression des gaz de désorption)
4734	NC	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p>	<p>GNR : 2 cuves de 12 m³ et 6 m³ Soit 15,3 t</p>
1435	NC	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont</p>	<p><u>Unité COREPA :</u> Consommation annuelle : 217 m³/an</p>

	<p>transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total.</p>	<p><u>Unité FRICOM :</u> Consommation annuelle : 24 m³/an</p> <p>=> Consommation annuelle totale : 241 m³/an</p>
<p>A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D : Déclaration ; NC : Non classé</p> <p>Constats :</p> <p>Dans un premier temps, l'exploitant a présenté ses activités. Il a notamment présenté la transformation de l'unité ECOVAL en unité BHS, un changement décrit dans son dossier de porter à connaissance reçu le 1^{er} mars 2024. Cette unité permet de récupérer la fraction lourde des résidus de broyage et de la séparer afin de récupérer différents métaux dont l'aluminium et le cuivre. Au vu des bons résultats de l'unité BHS, l'exploitant a indiqué qu'il devrait déposer dans un futur proche un dossier de porter à connaissance pour demander à augmenter la quantité de déchets traitée quotidiennement par celle-ci.</p> <p>L'unité FRICOM n'a pas été vue au cours de la visite du site. Elle sera vérifiée lors de la prochaine inspection.</p> <p>Lors de l'inspection, les activités relevant de la réglementation des ICPE ont été passées en revue :</p> <p>- <u>Rubrique 3532</u> : l'exploitant a indiqué que les unités COREPA (environ 50 % de capacité) et FRICOM fonctionnaient bien en dessous du seuil autorisé (60 t/j pour FRICOM) et que l'unité BHS traitait environ 140 tonnes de déchets par jour.</p> <p>- <u>Rubrique 2713-1</u> : L'exploitant a indiqué que la surface occupée par les installations de transit et les déchets de métaux était bien en dessous du maximum autorisé, et ce, du fait d'une activité relativement faible depuis le début de l'année. L'exploitant a précisé que le site disposait d'un système de monitoring des niveaux des stocks qui alerte les employés lorsque ceux-ci sont proches des seuils. Ce système permet à l'exploitant d'éviter les dépassements de seuil et de limiter les risques de propagation d'incendie.</p> <p>Au cours de la visite du site, l'Inspection a pu constater qu'une grande partie de la surface de l'unité COREPA était libre de tout déchet ou produits de broyage.</p> <p>- <u>Rubrique 2711-1</u> : l'exploitant a indiqué que l'unité FRICOM pouvait stocker jusqu'à 6 000 m³ de DEEE et que cela avait été indiqué dans un porter à connaissance transmis le 17 mai 2021. Ce changement n'est pas lié à des modifications constructives mais vise à prendre en compte le volume réellement disponible au sein de l'unité, volume qui n'a pas changé depuis la construction du bâtiment. L'exploitant a cependant précisé que les 6 000 m³ n'avaient jamais été atteints.</p> <p>- <u>Rubrique 2790-2</u> : l'unité FRICOM traite actuellement jusqu'à 24 000 tonnes de gros électroménagers froids (GEM-F) par an, soit environ 65t/j. Cela fait suite à l'installation d'une nouvelle ligne de traitement en 2021. Deuxième ligne qui est également présentée dans le porter à connaissance du 17 mai 2021 susmentionné.</p> <p>- <u>Rubrique 2718-1</u> : l'exploitant a précisé stocker jusqu'à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 12 t de fluides frigorigènes ; • 6 t d'huiles usagées ; • 2 t de condensateurs ; 		

- 1 t de piles, batteries et accumulateurs.

A l'exception de ces derniers, les quantités de produits stockés sont supérieures à l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juin 2020. Cette augmentation est aussi indiquée dans le dossier de porter à connaissance du 17 mai 2021 qui est en cours d'instruction. Ces modifications feront l'objet d'un rapport distinct.

– Rubrique 2791-1 : comme indiqué ci-dessus, la quantité de déchets traitée est actuellement bien inférieure aux quantités maximales autorisées.

– Rubrique 2714-1 : l'exploitant a indiqué que les volumes susceptibles d'être stockés n'ont pas évolué. Pour l'unité FRICOM, il a précisé que les déchets de matières plastiques étaient régulièrement enlevés car valorisables et que les mousses en polyuréthane n'étaient stockées que pour un temps très court pour éviter le risque incendie inhérent à ces matières. L'exploitant a indiqué que ces matières sont expédiées dès que le volume correspond à l'équivalent d'un camion.

– Rubrique 2915-2 : l'exploitant a confirmé que le procédé de chauffage et la quantité de fluide caloporteur n'avaient pas changé, et ce, même si une nouvelle ligne a été installée depuis 2020. Le chauffage par fluide caloporteur sert pour le dispositif d'extraction des gaz des mousses broyées.

– Rubrique 4734 : le site dispose désormais de deux nouvelles cuves aériennes à double parois stockant du GNR : une de 15 m³ pour l'unité FRICOM et une de 30 m³ pour l'unité COREPA (environ 38 t). Cette augmentation de la quantité stockée de 15 à 38 t ne fait cependant pas passer le seuil de la déclaration pour cette rubrique (50 t).

Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Déclaration et rapport d'accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/06/2020, Article 2.5.1

Thème(s) : Risques accidentels – Déclaration et rapport d'accidents

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'Inspection a d'abord demandé à l'exploitant un retour sur l'incendie du dimanche 28 avril 2024 au sein de l'unité COREPA sur un stock de métaux broyés. Celui-ci a indiqué qu'il a eu lieu 10 jours après une formation incendie des chefs de groupes du site, de sorte que, après la levée de doute, la réactivité des employés du site a été très bonne (moins de 10 minutes entre l'alerte et l'arrivée des premiers employés). Le système de confinement a été enclenché juste après. Les employés et

les pompiers ont travaillé en bonne intelligence en utilisant les engins du site et les moyens hydrauliques, de sorte que le feu a été éteint un peu plus d'une heure après constatations des fumées par les vigiles. Ceci a été confirmé à l'Inspection par les pompiers du SDIS 95. Selon l'exploitant, la faible ampleur de l'incendie et sa non propagation valide la stratégie du site de regrouper les déchets et produits de broyage en tas relativement petits et éloignés les uns des autres.

L'exploitant a cependant indiqué que les pompes de relevage des eaux d'incendie vers les bassins de confinement étaient asservies au TGBT, de sorte qu'en cas de coupure de courant, ces pompes ne peuvent fonctionner. Pour ce sinistre précis, la faible ampleur de l'incendie n'a pas obligé l'exploitant et les services de secours à couper le TGBT. Les eaux d'extinction incendie ont donc bien été confinées, puis traitées par la station de l'exploitant avant réutilisation comme eau de process.

Suite à cet incendie, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel un rapport d'accident le 13 mai 2024 (15 jours après l'accident). Le rapport mentionne bien les causes possibles (condensateurs ou pile endommagés) de l'accident et ses conséquences. Cependant, celui-ci ne mentionne pas le problème de l'alimentation des pompes de relevage. Si pour ce sinistre, il s'est avéré que l'évènement n'a pas eu de conséquences néfastes sur l'environnement, l'Inspection recommande à l'exploitant de reporter dans ses rapports d'accidents tous les éléments repérés pouvant potentiellement limiter l'efficacité de la lutte contre l'incendie ou des mesures de protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/06/2020, Article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels – Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">• de 6 poteaux incendie au minimum, d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Ces appareils sont alimentés par le réseau public d'eau potable. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours) ; <p>Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les réseaux sont en mesure de fournir un débit minimum de 240 mètres cubes par heure durant deux heures.</p> <p><u>• de 3 rampes d'arrosages alimentées en eau du réseau public de distribution au niveau du broyeur de l'unité COREPA :</u></p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;• de robinets d'incendie armés en nombre suffisant et répartis au sein de chacune des unités du site. Les robinets d'incendie armés placés au sein des bâtiments sont situés à proximité des issues de secours. Au moins 6 robinets d'incendie armés sont opérationnels au sein du bâtiment de la ligne de tri ECOVAL. Les robinets d'incendie armés sont utilisables en période de gel ; <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué que les 6 poteaux incendie étaient contrôlés tous les ans, le dernier contrôle ayant été réalisé en novembre 2023. L'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre le rapport correspondant. Ce dernier, transmis par courriel du 14 juin 2024, indique que les poteaux assurent un débit supérieur à 60 m³/h. De plus, il indique que les réseaux sont en mesure de fournir un débit de plus de 700 m³/h pendant deux heures. L'exploitant a transmis par courriel du 14 juin 2024 les derniers rapports de contrôle des poteaux incendie datant du 13/03/2024. Ceux-ci montrent que les poteaux incendie sont conformes et qu'ils délivrent plus de 60 m³/h chacun pendant 2 heures et que le débit total à 1 bar est de 743 m³/h pendant 2 h.</p>

Au cours de la visite du site, l'inspection a pu constater que 3 rampes d'arrosages sont bien en fonctionnement au niveau du broyeur de l'unité COREPA (une avant le broyeur, une dans le broyeur et une dernière en sortie de broyeur). Celles-ci amènent un mélange d'eau et d'additifs antifeux dont les proportions varient en fonction de la matière arrivant en entrée du broyeur et du risque incendie associé. Ces rampes sont donc présentes pour limiter les risques d'échauffement, et donc d'incendie, au niveau du broyeur.

L'exploitant a indiqué que les nombreux extincteurs (90 rien que pour l'unité COREPA) ont été vérifiés durant la semaine du 11 mars 2024. Il a transmis le rapport de contrôle correspondant par courriel du 14 juin 2024. Ce rapport indique que les extincteurs sont en bon état.

Au cours de la visite du site, l'Inspection a vérifié plusieurs extincteurs. Dans l'unité COREPA, l'étiquette de certains extincteurs ne mentionnait pas la date du contrôle de 2024, même si certains d'entre eux disposaient quand même de la bague correspondant à l'année en cours. Le même problème a pu être observé au sein de l'unité BHS. Dans cette unité, l'Inspection a constaté que plusieurs extincteurs n'étaient pas accessibles et que d'autres n'étaient pas à leur emplacement matérialisé par un panneau « extincteur » mais avaient été déplacés de plusieurs mètres. Ainsi, il apparaît que la majorité des extincteurs de cette unité ne sont pas accessibles à leur emplacement et/ou pas marqués comme ayant été contrôlés il y a moins d'un an. **Ceci constitue une non-conformité.**

L'exploitant a précisé qu'il y avait 4 RIAs sur l'unité COREPA et 6 sur l'unité BHS et qu'une partie du personnel était formé à la manipulation de ces appareils le jour de l'Inspection. Il a également indiqué que ceux-ci étaient régulièrement utilisés pour de l'arrosage ou des opérations de nettoyage, ce qui lui permet de repérer rapidement les dispositifs défectueux. Les RIAs ont été contrôlés le 13 mars 2024. Le rapport correspondant a été transmis par courriel du 14 juin 2024.

La visite du site a permis à l'Inspection de constater qu'il y avait plusieurs RIAs disponibles au sein des unités COREPA et BHS. Dans cette dernière, les RIAs sont bien au nombre de 6. Cependant, certains d'entre eux ne montrent pas la date du dernier contrôle de 2024.

Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/06/2020, les extincteurs de l'unité BHS ne sont pas tous accessibles et positionnés à leur emplacement correspondant. L'Inspection demande à l'exploitant de s'assurer que ses extincteurs soient tous accessibles et positionnés à leur emplacement, dans un délai d'1 mois.

Observation : L'exploitant doit s'assurer de la bonne mise à jour des étiquettes de suivi des contrôles périodiques des équipements de lutte contre l'incendie après le passage du bureau de contrôle.

Proposition de suites : Demande d'actions correctives

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/06/2020, Article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels – prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...] L'exploitant est tenu de justifier en permanence la suffisance des moyens de confinement sur le site des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Les zones de confinement sont étanches, suffisantes et hors d'atteinte des crues habituelles de l'Oise (crue décennale). Les eaux d'extinction confinées lors d'un incendie sont analysées afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet. Les effluents et produits récupérés ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets dans les conditions fixées au titre 5. <u>Les organes de commande des zones de confinement sont signalés, accessibles et manœuvrables même en cas de coupure des énergies et contrôlés annuellement.</u> [...]
Constats : Pour l'unité COREPA, l'exploitant a indiqué disposer de bassins de confinement d'une capacité totale de 2 500 m ³ . Il a également précisé qu'une cuve de 900 m ³ avait été récemment installée de sa propre initiative et qu'il ne manque plus que les canalisations de raccordement pour qu'elle soit opérationnelle. Selon lui, les travaux de raccordement sont prévus pour juillet 2024. Lors de la visite du site, l'Inspection a pu constater la présence de la nouvelle cuve de 900 m ³ . Les bassins de rétentions actuels sont bien étanches et disposés en hauteur, de sorte qu'ils sont hors d'atteinte des crues habituelles de l'Oise. Cependant, l'Inspection a constaté que la plupart des bassins de confinement étaient remplis par l'eau des dernières pluies, de sorte que seul un bassin de 240 m ³ était disponible (quelques m ³ de boues accumulés au fond). Ceci constitue une non-conformité. L'exploitant a cependant indiqué qu'il était en mesure de vider les bassins en deux jours. L'inspection a alors demandé à l'exploitant de lui transmettre la preuve que les moyens de confinement prévus par la réglementation sont effectivement disponibles. Par courriel du 14 juin 2024, l'exploitant a transmis une photo montrant 4 bassins vides sur 6. Ce document ne suffit cependant pas pour justifier d'une capacité de rétention de 2487 m ³ , ce qui correspondrait à peu près à la totalité des six bassins. Non-conformité n°2: Contrairement à l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/06/2020, l'exploitant ne peut justifier de la suffisance de ses capacités de confinement des

eaux incendie pour l'unité COREPA. Le volume nécessaire est fixé à 2487 m³ par l'article 3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 18 février 2003. Il est proposé à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation, en présentant la preuve qu'il dispose de la capacité de rétention de 2487 m³ en tout temps, dans un délai de 2 mois.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les pompes de relevage qui permettent d'amener les eaux d'extinction d'incendie vers les bassins de confinement sont asservies au tableau général basse tension (TGBT). Or, en cas de sinistre nécessitant la coupure de l'électricité sur le site (ce qui n'a pas été le cas lors du sinistre du 28 avril 2024), les pompes de relevage ne seraient pas en capacité de fonctionner. **Ceci constitue une non-conformité.** L'exploitant a cependant précisé que la nouvelle cuve serait accompagnée de pompes disposant de leur propre alimentation électrique, de sorte que la coupure du TGBT n'entraverait pas leur fonctionnement. La visite du site a permis de constater la présence des nouvelles pompes en attente d'installation.

Non-conformité n°3 : Les pompes de relevage vers les bassins de confinement ne sont pas manœuvrables en cas de coupure des énergies. L'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juin 2020 n'est pas respecté. Il est demandé à l'exploitant de mettre au point une procédure permettant de faire fonctionner le transfert des eaux d'extinction vers les bassins de confinement en toutes circonstances dans un délai de 2 mois. Cette procédure est à transmettre à l'Inspection.

L'Inspection n'est pas allée vérifier les moyens de confinement des unités FRICOM et BHS. Ils le seront lors de la prochaine visite.

Proposition de suites : Mise en demeure, Demande d'actions correctives

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/06/2020, Article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, détection incendie
Prescription contrôlée : Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme, en tout temps, à l'exploitant. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection. La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué avoir récemment fait installer des détecteurs incendie sur tout le site et notamment dans les armoires électriques. Ceux-ci disposent de trois moyens de détections différents. Ils seront opérationnels courant juin 2024. L'Inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre la liste de tous les détecteurs présents sur le site. Cette liste a été transférée par courriel du 14 juin 2024. Elle référence les 205 détecteurs incendie présents sur tout le site avec leurs fonctionnalités. La prescription contrôlée est respectée
Proposition de suites : Sans suites

N° 6 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/06/2020, Article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques – Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis, datés et régulièrement mis à jour par l'exploitant, notamment après chaque modification notable. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) les secteurs collectés et les réseaux associés les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Le plan présenté par l'exploitant le jour de l'inspection date de 2015 et n'est pas à jour (2015) notamment car la vanne de confinement des eaux d'extinction incendie a été déplacée depuis cette date. Ceci constitue une non-conformité. Non-conformité n°4 : l'exploitant n'a pas pu présenter un plan de tous les réseaux à jour. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection un plan des réseaux à jour dans un délai de 1 mois.
Proposition de suites : Demande d'actions correctives
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/06/2020, Article 9.2.3																																															
Thème(s) : Risques chroniques – auto surveillance des rejets aqueux																																															
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant effectue un programme de surveillance de ses rejets aqueux. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur : Point de rejet n°1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)</p> <table border="1"> <tr> <th>Paramètres</th> <th>Fréquence des mesures</th> </tr> <tr> <td>Débit</td> <td rowspan="5">semestrielle</td> </tr> <tr> <td>MES</td> </tr> <tr> <td>DBO5</td> </tr> <tr> <td>DCO</td> </tr> <tr> <td>Fe + Al</td> </tr> </table> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur : Point de rejet n°2 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)</p> <table border="1"> <tr> <th>Paramètres</th> <th>Fréquence des mesure</th> <th>Nature du prélèvement</th> </tr> <tr> <td>Débit</td> <td rowspan="3">continu</td> <td rowspan="3">Par matériel en place</td> </tr> <tr> <td>pH</td> </tr> <tr> <td>Température</td> </tr> <tr> <td>MES</td> <td rowspan="20">trimestrielle</td> <td rowspan="20">Par organisme compétent sur un prélèvement 24 heures proportionnel au débit</td> </tr> <tr> <td>DCO</td> </tr> <tr> <td>DBO5</td> </tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td> </tr> <tr> <td>Cr6+</td> </tr> <tr> <td>Cr total</td> </tr> <tr> <td>Fe+ Al</td> </tr> <tr> <td>Indice phénols</td> </tr> <tr> <td>Cyanures totaux</td> </tr> <tr> <td>As</td> </tr> <tr> <td>Zn</td> </tr> <tr> <td>Cu</td> </tr> <tr> <td>Ni</td> </tr> <tr> <td>Sn</td> </tr> <tr> <td>Pb</td> </tr> <tr> <td>Cd</td> </tr> <tr> <td>Hg</td> </tr> <tr> <td>AOX</td> </tr> <tr> <td>HAP</td> </tr> <tr> <td>PCB</td> </tr> </table> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur : Points de rejet n°3a, 3b, 3c (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)</p> <table border="1"> <tr> <th>Paramètres</th> <th>Fréquence des mesures</th> </tr> <tr> <td>Débit</td> <td rowspan="4">Semestrielle</td> </tr> <tr> <td>MES</td> </tr> <tr> <td>DCO</td> </tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td> </tr> </table>			Paramètres	Fréquence des mesures	Débit	semestrielle	MES	DBO5	DCO	Fe + Al	Paramètres	Fréquence des mesure	Nature du prélèvement	Débit	continu	Par matériel en place	pH	Température	MES	trimestrielle	Par organisme compétent sur un prélèvement 24 heures proportionnel au débit	DCO	DBO5	Hydrocarbures totaux	Cr6+	Cr total	Fe+ Al	Indice phénols	Cyanures totaux	As	Zn	Cu	Ni	Sn	Pb	Cd	Hg	AOX	HAP	PCB	Paramètres	Fréquence des mesures	Débit	Semestrielle	MES	DCO	Hydrocarbures totaux
Paramètres	Fréquence des mesures																																														
Débit	semestrielle																																														
MES																																															
DBO5																																															
DCO																																															
Fe + Al																																															
Paramètres	Fréquence des mesure	Nature du prélèvement																																													
Débit	continu	Par matériel en place																																													
pH																																															
Température																																															
MES	trimestrielle	Par organisme compétent sur un prélèvement 24 heures proportionnel au débit																																													
DCO																																															
DBO5																																															
Hydrocarbures totaux																																															
Cr6+																																															
Cr total																																															
Fe+ Al																																															
Indice phénols																																															
Cyanures totaux																																															
As																																															
Zn																																															
Cu																																															
Ni																																															
Sn																																															
Pb																																															
Cd																																															
Hg																																															
AOX																																															
HAP																																															
PCB																																															
Paramètres	Fréquence des mesures																																														
Débit	Semestrielle																																														
MES																																															
DCO																																															
Hydrocarbures totaux																																															

Métaux totaux	
<p>Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées une fois par an à chaque point de rejet aqueux et pour l'ensemble des paramètres mesurés en continu visés dans les tableaux ci-dessus. Elles peuvent se substituer à une des campagnes de mesures à effectuer dans le cadre de l'auto surveillance selon les tableaux ci-dessus.</p>	
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le point de rejet n°1 correspondait aux eaux usées sanitaires et qu'il était bien analysé de façon semestrielle - le point de rejet n°2 correspondait aux rejets de la station de traitement de l'unité COREPA après passage aux travers d'un filtre à sable et un filtre à charbon. La station de traitement traite les eaux de process au travers de 6 bassins et fonctionne en circuit fermé excepté lors d'épisodes de précipitations intenses. Dans de tels cas, une partie des eaux traitées est rejetée dans l'Oise après passage aux travers des filtres susmentionnés. Les rejets sont analysés tous les trimestres et un prélèvement ponctuel est également fait chaque mois. - les point de rejet n°3a, 3b et 3c correspondaient aux eaux pluviales susceptibles d'être polluées et à la sortie du bassin des unités FRICOM et BHS. Les rejets correspondants sont analysés tous les trimestres. L'exploitant précise que le nouveau process utilisé au sein de l'unité BHS n'implique plus de lavage. Il n'y a donc pas de rejets d'eaux industrielles pour celle-ci. <p>Au cours de la visite du site, l'Inspection a pu constater que 5 des bassins de la station de traitement sur 6 étaient pleins. Tous les bassins n'étant pas pleins malgré les fortes précipitations des jours précédents, la station ne rejetait pas une partie de ses eaux vers le point de rejet n°2 au moment de l'inspection.</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre les derniers rapports de contrôle des rejets aqueux. Si ceux-ci ont bien été transmis par courriel du 14 juin 2024 pour les points de rejet 1 et 2, celui transmis pour les points n°3a, 3b et 3c date d'août 2023. Ainsi, l'exploitant n'a pas transmis le rapport de contrôle qui aurait dû avoir lieu le 1^{er} trimestre 2024 pour ces points de rejets. Ceci constitue une non-conformité.</p> <p>Non-conformité n°5 : L'exploitant n'a pas prouvé que l'autosurveillance des points de rejets 3a, 3b et 3c était bien faite de façon semestrielle. Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats d'autosurveillance de ces points de rejet pour le 1^{er} semestre 2024 dans un délai de 1 mois.</p>	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande d'actions correctives	
Proposition de délais : 1 mois	

N° 8 : Prévention de la pollution de l'eau**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/06/2020, Article 4.3.3**Thème(s) :** Risques chroniques – valeurs limites d'émission des rejets aqueux**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Les valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites prescrites.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : **Point de rejet n°1** (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Débit de référence	Maximal : 4 m ³ / jour
Paramètres	Concentration moyenne journalière maximale (mg/l)
MES	35
DBO5	30
DCO	125
Fe + Al	5

Référence du rejet vers le milieu récepteur : **Point de rejet n°2** (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Débit de référence	Maximal : 12 m ³ /h	
Paramètres	Concentration moyenne journalière maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j) ou flux maximal spécifique
Débit	-	-
MES	35	10
Hydrocarbures totaux	5	1.4
DBO5	30	8.6
DCO	125	36
Cr6+	0.1	0.02
Cr total	0.5	0.14
Fe+ Al	5	1.4
Indice phénols	0,3	0,08
Cyanures totaux	0,1	0,02
As	0,1	0,02
Zn	2	0.57
Cu	0.5	0.14
Ni	0.5	0.14
Sn	2	0.57
Pb	0.5	0.14
Cd	0.2	0.05
Hg	0.05	0.01
AOX	1	0.28
HAP	0.05	0.01
PCB	0.05	0.01

Référence du rejet vers le milieu récepteur : **Points de rejet n°3a, 3b, 3c** (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Débit maximal de rejet	Débit au point de rejet n°3a, = 1l/s/ha pour une pluie de retour 10 ans
Paramètres	Concentration moyenne journalière maximale (mg/l)
MES	30
DCO	90
Hydrocarbures totaux	5
Métaux totaux	10

Constats :

L'Inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre les derniers rapports de contrôle des rejets aqueux. Ceux-ci ont été transmis par courriel du 14 juin 2024.

Concernant le point de Rejet n°1, le rapport d'analyse du 20 février 2024 montre que les résultats pour tous les paramètres analysés sont inférieurs aux valeurs limites d'émission (VLE). De même, le rapport d'analyse du 2 août 2023, montre que les résultats pour les paramètres analysés pour les points de rejet n°3a, 3b et 3c sont conformes. Cependant, l'exploitant n'a pas transmis le rapport de contrôle qui aurait dû avoir lieu au 1^{er} trimestre 2024 pour ces points de rejets (voir point n°7).

Concernant le point de rejet n°2, les quatre derniers rapports de contrôle datant de septembre 2023, novembre 2023, février 2024 et avril 2024 montrent que les résultats pour tous les paramètres sont conformes aux VLEs définies par l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/06/2020. Si le prestataire indique un dépassement de la concentration en Zinc lors de l'analyse du 1^{er} trimestre 2024, celui-ci se base sur les VLEs définies par l'arrêté préfectoral complémentaire RSDE du 4 octobre 2012. Or, celui-ci est rendu caduc par l'AP du 12/06/2020 qui fixe de nouvelles VLE.

La prescription contrôlée est respectée

Type de suites proposées : Sans suites

N° 9 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/06/2020, Article 9.2.4	
Thème(s) : Risques chroniques – Surveillance des eaux souterraines	
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par l'activité de l'installation. L'implantation des moyens de surveillance (4 piézomètres au moins) et les modalités de mesures sont déterminées de façon à assurer une surveillance efficace de la qualité des eaux souterraines. L'implantation d'un nouveau piézomètre fait l'objet d'une information préalable à l'inspection des installations classées dans laquelle l'exploitant justifie : <ul style="list-style-type: none">- le choix de l'emplacement du futur piézomètre au regard du sens d'écoulement des nappes d'eaux souterraines,- la réalisation et l'exploitation du futur piézomètre de façon à assurer la protection des eaux souterraines contre l'interconnexion de nappes d'eau distinctes. L'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé des mesures des niveaux piézométriques de la nappe et des prélèvements et analyses des eaux selon les paramètres et fréquences indiqués dans le tableau ci-après :	
Paramètres	Fréquence
Relevé des niveaux statiques	trimestrielle
Nitrates, K, Mg , Zn, Fe	
pH, Cr6+, Cr total, Al, Cu, Ni, Sn, Pb, Cd, Hg, phénols, hydrocarbures totaux, DCO, HAP, Mn2+	
Les méthodes d'analyses utilisées doivent être conformes aux bonnes pratiques en la matière et aux normes en vigueur.	
L'inspection des installations classées est immédiatement informée de toute évolution significative d'un paramètre mesuré.	
En cas de pollution des eaux souterraines, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour faire cesser le trouble constaté, et signale toute anomalie dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.	
Constats : L'Inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre les quatre derniers rapports de contrôle des eaux souterraines. Ceux-ci ont été transmis par courriel du 14 juin 2024. A la lecture de ces rapports, on constate que les analyses sont bien faites tous les trimestres et que de nombreux paramètres varient à la hausse ou à la baisse d'un trimestre à l'autre. Parmi ceux-ci, le Magnésium et le Manganèse montrent des variations importantes au niveau des piézomètres PZ2 Aval et PZ3 Aval. Ces variations n'étant pas nécessairement associées à des variations au niveau du piézomètre amont, il est probable qu'elles soient liées à l'activité du site. Enfin, le dernier rapport trimestriel montre une très forte hausse des concentrations en fluoranthène au niveau des piézomètres PZ2 Aval et PZ3 Aval mais pas sur le piézomètre Amont. Celles-ci sont donc probablement liées à l'activité du site.	
Non-conformité n°6 : L'exploitant n'a pas transmis à l'Inspection, dans les meilleurs délais, les	

anomalies observées pour les paramètres ci-dessus. Il est demandé à l'exploitant de se positionner sur l'origine de ces pollutions et de transmettre des mesures destinées à faire cesser le trouble constaté, dans un délai de 2 mois.

Proposition de suites : Demande d'actions correctives

Proposition de délais : 2 mois